Le mythe de la maison individuelle.

La culture du bâti en Suisse

Un essai
de Felix Keller

Impressum

Editeur
Office fédéral de la culture
Section Patrimoine culturel et
monuments historiques, 2018

Rédaction
Nina Mekacher
Brigitte Müller
Martin Jakl

Graphisme
Heyday Konzeption und
Gestaltung GmbH, Berne

Impression
Jordi AG, Belp

Traduction
Mario Giacchetta, Zurich

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la culture OFC

Partenaire média

SRG SSR

Le mythe de la maison individuelle.

La culture du bâti en Suisse

Un essai
de Felix Keller

L'idée de la culture du bâti

Nulle part ailleurs que dans le monde bâti de l'architecture les individus ne se voient confrontés de manière aussi frappante, aussi impérieuse à ce qui n'apparaît normalement que de manière abstraite : leur propre société. La façon dont les gens se déplacent, ce qu'ils voient, *comment* ils le voient, ce qu'ils entendent même : ces expériences se déroulent dans un milieu planifié, bâti, que ce soit à l'intérieur d'une ville ou d'un village, voire d'une ferme. Les personnes qui y vivent, même si elles n'ont pas été impliquées dans les décisions de planification, ne sont pas simplement livrées à cet ordre bâti. Des pratiques quotidiennes ou moins quotidiennes, subversives ou populaires modifient sans cesse cet arrière-plan planifié et bâti, qu'il s'agisse de décisions majeures quant à un changement de domicile ou à l'achat d'une maison, ou de petits actes du quotidien : organiser un marché de rue, pavoiser les balcons en banlieue, sprayer un tag anarchiste, exposer des nains de jardin en série. L'architecture en tant que grand geste sociétal et les pratiques quotidiennes de la population sont indivisibles : elles s'interpénètrent pour former un tissu « de chair et de pierre », comme l'a écrit le sociologue américain Richard Sennett.

Qu'est-ce que la culture du bâti ? La culture du bâti est la somme de toutes les activités humaines qui transforment l'environnement bâti. Ce dernier doit être envisagé comme un tout indissociable englobant l'ensemble des constructions et des aménagements qui sont ancrés dans l'environnement naturel et qui lui sont liés. La culture du bâti inclut l'ensemble du bâti existant, y compris les monuments et les autres éléments du patrimoine culturel, ainsi que la planification et la conception de bâtiments contemporains, d'infrastructures, d'espaces publics et de paysages. Définition de la Déclaration de Davos : www.davosdeclaration2018.ch

Sous les auspices de l'Office fédéral de la culture (OFC), une stratégie interdépartementale de promotion de la culture du bâti est actuellement en cours d'élaboration. Voir aussi sur le même sujet le manifeste rédigé par la Table ronde Culture du bâti suisse en 2011 : *Culture du bâti. Un défi de la politique culturelle,* http://www.sia.ch/fr/themes/culture-du-bati/.

En ce sens, la notion récemment discutée de « culture du bâti » doit nous rappeler que le monde bâti est toujours aussi un monde construit et en aucune façon un monde naturel, qu'il procède d'un horizon d'idées et qu'il est aussi en fin de compte guidé par des valeurs sociales. La notion de culture du bâti émane d'un moment d'inquiétude : la fragmentation croissante de la société affaiblit les liens sociaux, selon le manifeste sur la culture du bâti. Les ministres européens de la Culture observent quant à eux une perte de la qualité de l'environnement bâti, une banalisation de l'architecture, une expansion des agglomérations sans visage. La notion de culture du bâti est clairement normative : l'environnement bâti doit servir à l'intégration de l'homme dans la société face à un monde en proie aux crises et à la globalisation qui remet en cause la cohésion sociale. Face à cet éclatement, à cette dérive grandissante des sociétés modernes, la culture du bâti est censée redonner de la cohésion. La notion déploie presque un potentiel utopique : on y décerne l'idée d'un salon, d'un lieu de réunion permettant aux membres actifs et attentifs de la société de se rencontrer avec respect. Transposé dans le contexte et la culture suisses, le manifeste *Culture du bâti. Un défi de la politique culturelle* va jusqu'à considérer que « créer l'agora de la société fait partie des obligations les plus nobles de la culture du bâti ».

Une enquête sur la culture du bâti réalisée en 2017 auprès de la population suisse sur mandat de l'Office fédéral de la culture montre à quel point les idées et les attentes des personnes sondées à l'égard de la culture du bâti répondent bel et bien à l'idée d'un salon collectif en tant qu'espace commun : la grande majorité accorde une importance primordiale à un « environnement

propre, bien entretenu et calme ». Cette norme s'accorde remarquablement avec la réalité perçue, puisque la majorité des personnes sondées affirment se plaire dans leur lieu de résidence. Il semble donc que la Suisse se soit singulièrement rapprochée de cet idéal de la culture du bâti, à savoir créer un « salon » collectif pour la nation. Les experts de la culture du bâti – architectes, ingénieurs, urbanistes, entreprises de construction – paraissent s'accorder tacitement avec les résidents à propos du travail accompli. Cette image n'obéit-elle pas à l'idée d'une société qui a réussi à atteindre la prospérité, où les conflits sociaux restent gérables et qui est par ailleurs bénie d'un paysage unique ?

Des voix s'élèvent dans le salon

D'un point de vue sociologique, il serait stupéfiant que la culture du bâti ne donne pas lieu à des conflits dans cette société suisse hétérogène et moderne. L'idée d'un espace social bâti offrant le confort d'un salon et le pouvoir d'intégration d'une agora grecque masque le fait que la culture du bâti de toute grande société inclut également les bretelles d'autoroutes, les couloirs aériens, les sombres appartements en sous-sol, et omet que la formidable diversité des modes de vie que l'on rencontre dans une société moderne comme la Suisse s'accompagne d'une répartition incontestablement inégale des ressources, tout spécialement dans le domaine de l'architecture, et donc des perspectives de vie.

À y regarder de plus près, la situation apparaît effectivement sous un jour moins harmonieux. Cela murmure dans le salon. Au centre des remontrances, de la critique, mais aussi de la défense entêtée, se trouve l'objet même qui s'avère être le type de construction le plus populaire et, aujourd'hui encore, le plus important, plus de la moitié des affectations de bâtiments relevant

de cette catégorie : la maison dite « individuelle ». En 2016, la télévision suisse alémanique a diffusé le documentaire *Hüslischweiz ohne Ende* (« Une Suisse pavillonnaire à n'en plus finir »). La destruction des terres cultivées en Suisse y constitue le point de départ de la réflexion. Chaque seconde, nous informe-t-on, un mètre carré de terres agricoles disparaît, une donnée qu'illustre l'image de la pelle mécanique jetée à l'assaut d'une verte prairie. Certes, et le documentaire l'évoque également, différents facteurs contribuent en silence à la transformation des terres agricoles cultivées, tels que le retour en friches de pans entiers du territoire, la construction d'infrastructures, d'entrepôts, de centres commerciaux, de voies de circulation, de bâtiments agro-industriels ou de résidences secondaires, ou encore la conversion des terrains en parcs. Or, dans son analyse, le documentaire se focalise sur un seul objet, la villa individuelle, et parvient à la conclusion que si celle-ci représente un lieu chargé de nostalgie à titre individuel, elle mène aussi à un problème à titre collectif, la destruction des derniers vestiges d'une Suisse authentique, encore essentiellement agricole.

L'association des propriétaires fonciers s'est offusquée de ne pas avoir eu son mot à dire. D'aucuns ont critiqué la connotation prétendument polémique du mot *« Hüsli »*. Face à l'accumulation de plaintes, la SSR s'est vue obligée de publier un communiqué. L'ombudsman a été sollicité. Le film serait partial et donnerait une image peu reluisante des propriétaires de maisons, de l'avis des plaignants. L'ombudsman Roger Blum a pour sa part estimé que le terme de *« Hüsli »* était « irrespectueux dans le contexte du mitage du territoire et de la progression du nombre de constructions », tout en concédant que les téléspectateurs avaient pu se forger leur propre opinion sur le sujet.

L'attitude défensive et épidermique à l'égard du terme de *« Hüsli »* n'est de fait pas sans raison. Les arguments contre cette forme d'habitat sont monnaie courante auprès des professionnels, et pas seulement en Suisse (Hnilica et Timm 2017) : sous l'angle de la culture du bâti, on reproche aux lotissements de mai-

sons individuelles leur architecture prévisible et « mauvaise ». Aux risques économiques inhérents à l'achat d'une maison s'ajoutent des problèmes écologiques dus au gaspillage du paysage et à l'augmentation des rejets de carbone liée à l'intensification du trafic, sans compter les problèmes d'isolement social, les habitants des quartiers de villas, qui travaillent souvent à l'extérieur, peinant à s'intégrer dans leur environnement.

En définitive, c'est le mode de vie même lié à la maison individuelle qui soulève l'indignation : « Trop proche et trop lointain », écrit le sociologue Pierre Bourdieu, le « peuple » qui choisit ce mode de vie « attire les sarcasmes ou la réprobation des intellectuels qui déplorent son "embourgeoisement", lui reprochant à la fois ses aspirations mystifiées et son incapacité de leur apporter autre chose que des satisfactions tout aussi mystifiées et dérisoires ». Dans de larges cercles de la société, poursuit Bourdieu, il est presque de bon ton de dénoncer ce « mythe pavillonnaire ».

La maison individuelle – un mythe suisse critiqué

Ce qui s'avère toutefois une caractéristique spécifique à la Suisse dans ce débat est la focalisation quasi exclusive sur la maison individuelle en tant qu'objet de mode de vie convoité, beaucoup moins marquée ailleurs comme le montre une comparaison de la littérature, mais aussi la virulence, tout à fait surprenante dans le contexte suisse, de la critique par les experts envers ce type de construction et ce mode de vie. Cette critique est si acerbe que la frontière avec la satire semble parfois franchie. « Le fléau de la villa a éclaté », « la villa est la maladie du pays, elle dévore le pays », « il existe une idéologie de la villa » qui « infecte et anéantit le village comme la peste », tonne le critique d'architecture et flâneur urbain Benedikt Loderer dans son ouvrage

Die Landesverteidigung (« La Défense nationale »). Or, cette critique actuelle envers la forme d'habitation préférée des Suisses n'est ni nouvelle ni originale, mais elle s'inscrit dans une tradition tout helvétique.

Les observations du manifeste *Achtung : die Schweiz* (« Attention : la Suisse ») de 1955 paraissent encore bénignes en comparaison ; les auteurs craignaient déjà qu'un « manteau de lotissements pavillonnaires » ne tapisse entièrement le pays si la Suisse continuait à se « villageoiser » de la sorte. En 1963 déjà, Werner Wichser discernait un front véhément contre les maisons individuelles et faisait état d'une « propagation suburbaine de déserts monotones de maisons individuelles ». Armin Meili, l'architecte de la Landi, parlait déjà à cette occasion du « fléau de la petite maison individuelle ». Quelques années plus tard, Meili, qui a lui-même construit des lotissements semblables à des villes-jardins, s'emportait contre le « cancer de la construction effrénée » : « À hue et à dia, tantôt en violet, tantôt en vert vitriol, tantôt avec des toits inclinés, chacun bricole à tort et à travers. » Avec « l'approbation des autorités, un véritable foutoir se poursuit de plus belle » (cité par Koll-Schretzenmayr 2008, 19). Vu leur virulence et le recours aux métaphores médicales douteuses (quel est donc ce corps sain atteint de cancer ?), ces insultes presque rituelles des experts à l'adresse de la population suisse ne manquent pas de surprendre, en tout cas au sein d'une culture politique plutôt connue pour sa gestion paisible des conflits.

Mais on décèle aussi de la résignation face à l'étonnante constance de ce rêve d'une maison au vert, contre lequel aucun remède ne semble exister. En parcourant le manifeste *Achtung : die Schweiz,* on trouve déjà les mêmes catégories, arguments et plaintes qu'aujourd'hui, comme si la réalité de la Suisse était restée figée : la seule différence est qu'un mètre carré de terres agricoles disparaissait alors toutes les trois secondes. La planification est en état de stase, les idées manquent, la lamentable décomposition des villages sous les assauts de l'étalement urbain « tentaculaire » se poursuit, et les Suisses veulent des vacances

en Jamaïque et une maison à la campagne : « On sait et on se résigne. »

La constance de la critique envers cette forme de construction et de vie contraste de façon frappante avec le jugement infiniment plus instable porté sur l'urbanité, sur la ville, vue tantôt comme lieu de culture, tantôt comme lieu de déclin civilisationnel (lire à ce sujet Kreis 2015). Dans les années 1990, les publications universitaires évoquaient encore la « fin de la ville civilisée » à grand renfort de preuves statistiques, à l'exemple de Zurich : les chômeurs, marginaux et toxicomanes s'enracinent dans l'espace urbain, la criminalité augmente, la police se montre impuissante, les classes cultivées s'en vont en banlieue ou à la campagne (Eisner 1997). Mais à cette vision succède aussitôt celle presque euphorique de la ville comme cœur de la modernisation et solution aux défis écologiques, pour autant qu'elle soit dûment densifiée. Ce discours fluctuant se reflète de façon exemplaire dans l'appréciation de la tour d'habitation, qui est pour ainsi dire aux antipodes de la maison individuelle : en l'espace de quelques années seulement, l'image de la tour est passée du strict rejet de ce symbole du déclin social à l'enthousiasme utopique pour de nouvelles formes de vie modernes, comme le montre l'historien Thomas Schneider (2002).

Face à cette appréciation mouvante, une nouvelle urbanité est-elle une solution prometteuse au problème de la maison individuelle ? Quels conflits se font jour lorsque les classes moyennes reviennent dans les villes densifiées ? Les conflits sociaux auraient-ils été gelés au moment de l'exode urbain et de l'ouverture de perspectives de propriété, pour refaire ensuite surface d'une manière différente et à travers de nouveaux processus d'éviction ? Assiste-t-on à ce que l'on peut lire dans I.G.H., la réflexion sociologique de James G. Ballard : quand les membres de la classe moyenne vivent de façon rapprochée, leurs rencontres dans l'espace ouvert urbain ne sont pas empreintes de joie et de curiosité mais, dans le meilleur des cas, d'une discrète indifférence (et dans le pire des cas, qui est celui décrit dans le roman, ils se ruent les

uns sur les autres) ? « Il est bien que vos voisins deviennent vos amis, mais il est dangereux que vos amis deviennent vos voisins », reconnaissait déjà le sociologue Georg Simmel. S'agissant des aspects économiques, Christoph Luchsinger, de l'Université technique de Vienne, se demande s'il est vraiment prouvé qu'une tour d'habitation végétalisée à la verticale fasse meilleure figure sur le plan écologique qu'un quartier pavillonnaire étalé à l'horizontale, avec ses jardins intensivement exploités.

Ainsi, face à ce discours en zig-zag sur l'urbanité, il semble que l'image du lotissement pavillonnaire serve de film négatif capable de stabiliser, par un retournement du non-désirable, la variabilité des représentations positives au sujet de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation, alors qu'en même temps un marché à la fois économique et symbolique vante sans trêve l'aspiration à vivre dans une maison individuelle, la faisant apparaître comme réaliste. Cette interaction de deux forces en soi contraires, du désir collectif et de la critique persistante, nécessiterait assurément une analyse approfondie. Mais le fait que ces forces ne se neutralisent pas, mais au contraire s'intensifient (comme le montrent les débats suscités par le documentaire de la télévision alémanique) tient probablement à ce qu'elles reposent sur quelque chose de commun : l'orientation vers un passé prétendument stable. En y regardant de plus près, les deux perspectives sont tournées vers la même Suisse imaginaire qui, dans un état pour ainsi dire virginal, aurait été essentiellement agricole ou villageoise. D'un côté, la maison individuelle traditionnelle avec sa toiture en pente, plantée dans son écrin de verdure, sert à imiter cette ruralité. De l'autre, elle fait office de point de départ de la critique de la destruction d'un état authentique, originel, incarnée par la pelle mécanique à l'assaut des prés. Cette représentation d'une Suisse jadis villageoise et campagnarde se reproduit perpétuellement dans la querelle autour de la Suisse pavillonnaire, une forme presque classique de « tradition inventée » selon le concept cher à Hobsbawm.

Un « discours à l'étroit »

La maison individuelle en tant que forme culturelle apparaît ainsi comme surdéterminée : si un élément conditionnant disparaît, un autre se renforce. Toujours est-il, pourrait-on argumenter, que des auteurs et groupes d'auteurs se sont régulièrement risqués hors des sentiers battus, comme le montre le manifeste *Achtung : die Schweiz* de 1955, dans lequel a été esquissée une échappatoire avec l'idée de fonder une ville idéale. Des manifestes de ce style fleurissent encore un peu partout, mais eux aussi reposent sur des images idéales révolues d'une société de type local. Le sociologue Zygmunt Bauman considère comme obsolète l'époque des formations territoriales d'utopies qui sous-tendent ces concepts visionnaires (la ville idéale, le paysage idéal). La représentation d'un lieu idéal en tant qu'entité délimitée sur le plan spatial, concrétisée par une planification d'experts et d'architectes avisés, s'oppose irréconciliablement aux processus se régénérant et se modifiant en permanence d'un présent « liquide ». Bauman avance qu'il n'est plus possible de stabiliser le social sur le plan territorial : cela reviendrait à reverser dans le cratère du Vésuve la lave qu'il vient de vomir, comme l'a écrit Lewis Mumford bien plus tôt à propos du mythe de l'espace en tant que « réservoir en cours d'éclatement », qui forge l'histoire et la problématisation de la ville et de l'aménagement du territoire. Il faudrait dans un pareil cas que les conceptions utopiques, dans le sens positif du terme, rendent en quelque sorte justice aux processus fluides, en mutation permanente et imprévisibles, au caractère déterritorialisé des évolutions sociales. Ce n'est pas pour rien que l'auteur américain William Gibson, qui a pensé avant tout le monde le concept d'espace numérique et inventé la notion de cyberespace, a donné à sa première série de romans le nom de *Sprawl trilogy* (soit la trilogie de l'urbanisation incontrôlée). C'est précisément l'interpénétration de l'espace existant par de nouveaux espaces

virtuels qui est à l'origine d'évolutions qui ne sont pas encore comprises et qui font émerger de nouvelles formes de coprésence et de rencontre. L'idée de planter « quatre poteaux délimitant trois ou quatre kilomètres carrés » pour y bâtir enfin la ville « dont les Suisses ont besoin », et qui compterait 10 000 à 15 000 habitants, comme l'exprimait encore le manifeste *Achtung : die Schweiz*, apparaît aujourd'hui, à l'instar de toute autre conception d'une ville idéale, comme désespérément traditionnelle, comme un geste autoritaire cherchant à implanter un ordre idéal. Au vu des réalités données, reste-t-il autre chose à faire que de prendre du recul, de poser simplement un regard neuf sur l'existant plutôt que de tracer sans cesse de nouveaux projets de développements idéals sur la planche à dessin ? Dans son article *Schauen, sehen, wissen* (« Regarder, voir, savoir »), le médecin et théoricien de la connaissance Ludwik Fleck a écrit qu'il était possible de concevoir une situation où un habitant de Varsovie verrait une maison là où un New-Yorkais verrait un tas de gravats, où un Varsovien verrait une allée là où un visiteur de la campagne verrait une rangée de jardinets et de maisonnettes et une circulation intense – « mais où est donc cette allée ? »

Quand l'urbanisme et la sociologie prêtaient aux villes-centres une crise civilisationnelle, comme à Zurich dans les années 1980, l'expérimentation de nouvelles formes de vie s'est épanouie malgré et peut-être précisément à cause de l'exode urbain qui en a résulté, au-delà de la régulation économique et étatique, évacuées dans un premier temps par la police, car non conformes aux règles, mais qui, à l'ombre des discours de crise, ont abouti à l'éclosion de nouvelles structures aujourd'hui portées aux nues. Dans les années 1970, un groupe d'architectes réunis autour de Venturi a ouvert les yeux sur ce qu'ils ont appelé l'architecture laide et ordinaire *(« ugly and ordinary architecture »)*, marquée par le négoce et la circulation, rebutante et banale, une architecture que les « architectes n'aiment pas », sans aucune structure de liaison, étendue et décousue. Mais au lieu d'adopter l'optique du désordre, du néant architectural pour imposer leur propre notion

de l'espace idéal à l'espace anarchique, ils se sont laissé guider par le point de vue selon lequel le désordre n'est rien d'autre qu'un ordre qui n'a pas encore été compris. Leur étude avait pour but d'explorer et de saisir la logique des signes architecturaux et des pratiques de la population plutôt que de les condamner : de commencer par tirer les enseignements des circonstances données (d'où aussi le titre de l'étude : *L'Enseignement de Las Vegas*).

Ils ont ainsi analysé la vie qu'apprécie le grand public, l'étrange polysémie des bâtiments devant lesquels les gens cultivés ne passent qu'en se pinçant les lèvres (et en s'y attardant le moins possible). Ils se sont plongés dans ce monde étranger de l'ordinaire, essayant de découvrir, de comprendre, de déchiffrer les moyens concrets de résoudre les problèmes qui contredisaient toutes les idées de l'époque et qui, pourtant, fonctionnaient quand même d'une manière ou d'une autre.

Si les résultats de leurs travaux ont eux-mêmes été élevés depuis au rang de canon, le regard générique et ouvert reste, de toute évidence, un peu moins courant. « L'Enseignement de la Suisse pavillonnaire » serait sans doute un programme exagérément pathétique. Mais il a tout son sens en tant que contre-modèle au « discours à l'étroit », actuellement au point mort, qui présente l'architecture prétendument campagnarde et provinciale de la maison individuelle ordinaire de façon stéréotypée comme le dernier territoire du Moi ou le condamne comme une architecture dysfonctionnelle complètement ratée. Car si l'on veut changer, il faut commencer par tirer des enseignements.

Bibliographie

Amrein, Bruno. 2016.
Hüslischweiz ohne Ende. DOK. srf, 8. 12.

Ballard, James G. 1976.
I.G.H. Paris : Calmann-Lévy.

Bauman, Zygmunt. 2003.
« Utopia with no topos ». In : *History of the Human Sciences* 16, n° 1 : 11–25.

Bourdieu, Pierre. 1990.
« Un signe des temps ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 81–82 ; 2–5.

Burckhardt, Lucius, Frisch, Max et Kutter, Markus. 1955.
Achtung : die Schweiz : ein Gespräch über unsere Lage und ein Vorschlag zur Tat. Basler Politische Schriften. Bâle : Handschin.

Eisner, Manuel. 1997.
Das Ende der zivilisierten Stadt ? Die Auswirkungen von Modernisierung und urbaner Krise auf Gewaltdelinquenz. Francfort, New York ; thèse d'habilitation Zurich, 1997 ; Campus.

Fleck, Ludwik. 1983.
« Schauen, sehen, wissen ». In : *Erfahrung und Tatsache. Gesammelte Aufsätze,* 147–74. Francfort : Suhrkamp.

Hnilica, Sonja et Timm, Elisabeth. 2017.
« Das Einfamilienhaus als neue anonyme Architektur. Bestand und Begehren. » In : *Zeitschrift für Kulturwissenschaften.* Karin Harrasser, Helmut Lethen, Elisabeth Timm (éd.) 1 : 15–28.

Institut Link. 2017.
Enquête sur la culture du bâti. Sur mandat de l'Office fédéral de la culture. Berne : Office fédéral de la culture (OFC).

Koll-Schretzenmayr, Martina. 2008.
gelungen ? misslungen ? Die Geschichte der Raumplanung Schweiz. Zurich : Verlag Neue Zürcher Zeitung.

Kreis, Georg. 2015.
« Von der alten zur neuen Urbanität ». In : *Städtische versus ländliche Schweiz ? : Siedlungsstrukturen und ihre politischen Determinanten,* Georg Kreis (éd.) 15–60. NZZ Libro. Zurich : Neue Zürcher Zeitung.

Loderer, Benedikt. 2015.
Die Landesverteidigung : eine Beschreibung des Schweizerzustands. Édition mise à jour et augmentée. Zurich : Edition Hochparterre.

Luchsinger, Christoph. 2017.
« Diskrete Stadtlandschaften ». In : *Zeitschrift für Kulturwissenschaften.* Karin Harrasser, Helmut Lethen, Elisabeth Timm (éd.) 1 : 143–147.

Mumford, Lewis. 1964.
La Cité à travers l'histoire. Paris : Seuil.

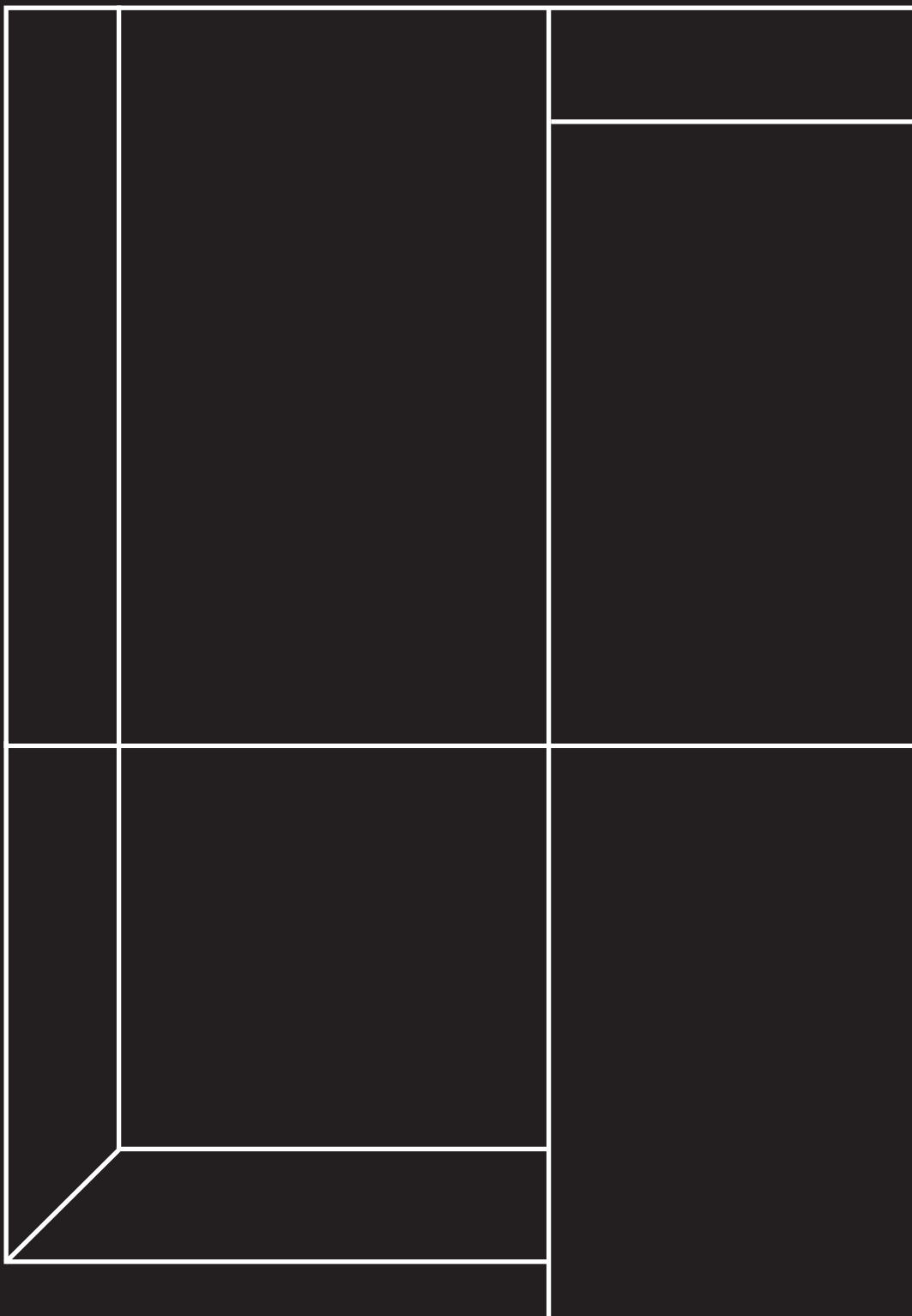
Schmitt, Jürgen, et al. 2006.
Einfamilienhaus oder City ? : Wohnorientierungen im Vergleich. Stadtforschung aktuell. Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Schneider, Thomas. 2002.
« Die Grossstadt – des Schweizers Wunsch oder Albtraum. » In : *Medienheft Dossier* 17 : 38–43.

Sennett, Richard. 2003.
La chair et la pierre. Le corps et la ville dans la civilisation occidentale. Paris : Éditions de La Passion.

Simmel, Georg. 1999.
Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation. Paris : P.U.F.

Société suisse des ingénieurs et des architectes (éd.). 2011.
Culture du bâti. Un défi de la politique culturelle. Manifeste de la Table ronde Culture du bâti suisse. http://www.sia.ch.

Venturi, Robert. 1978.
L'Enseignement de Las Vegas ou le symbolisme oublié de la forme architecturale. Bruxelles : Mardaga.

Wichser, Werner. 1963.
« Planer und Private. » In : *Neue Zürcher Zeitung* 746, n° 26. Février (édition du matin) : c13–c14.